

Entrevista con Alberto Acosta

"¡El Buen Vivir es para todos y todas, o no lo es!"

Felipe Milanez

Entitle

Alberto Acosta a publié au Brésil cette année , la traduction du livre "**Le bien vivre**". Dans cet interview, réalisée par e-mail, l'intellectuel équatorien développe une réflexion sur la crise actuelle par rapport à ce qui arrive aux gouvernements progressistes en Amérique du Sud. La relation entre la baisse des prix des matières premières et un nouveau type de caudillisme est la marque du moment. En regardant le passé, il parle de l'héritage plutôt que de ses possibilités futures. Le concept de «bien vivre» , comme il le présente est une opportunité et une possibilité de transformation économique, culturelle et sociale profonde. La tâche est urgente.

Felipe Milanez : Au moment de la crise des gouvernements progressistes en Amérique du Sud, dans une perspective de recul des acquis, quelles sont les alternatives possibles à imaginer?

Alberto Acosta : La crise actuelle en Amérique latine doit être lu au sens large. Alors que nous vivons aujourd'hui une crise globale aux multiples faces, systémiques et civilisationnelles, la crise dans la région a ses propres caractéristiques. De plus la crise éclate, sans discrimination, dans les pays avec des gouvernements libéraux ou progressistes. Ce dernier impact anticipe leur échec, parce que pendant le long boom des prix des produits de base "gonflés" (comme les discours souverainistes), les progressistes n'ont rien avancé de neuf pour transformer les conditions techniques de production et les relations sociales, qui restent attachées aux aléas du marché mondial et aux exigences de l'accumulation du capital transnational.

Sur le plan politique, les pays "progressistes", avec quelques nuances, se caractérisent par une consolidation des caudillismes comme structures gouvernementales. Ils ne construisent pas la gouvernance participative où les décisions émergent de la

communauté, ne promotionne pas une logique horizontale de la discussion et de la gestion du pouvoir. Rien de tout cela n'est arrivé. En particulier Chávez, Evo et Correa sont devenus les caudillos du XXI^e siècle.

Le retour de l'Etat, qui est apparu comme essentiel pour surmonter le néolibéralisme, a fini par fixer une logique étatiste à tous les coûts. Ce qui est apparu comme une reprise du «public», comme un résultat de la lutte des mouvements sociaux, s'est achevé par la réédition de l'État-providence économique (modernisation du capitalisme) mélangé à des connotations politiques autoritaires. Le léninisme, l'étatisme, vertical et autoritaire, plus technocratique dans un certain sens, a fermé la porte à la création d'un autre Etat-société contrôlé et d'en bas. En Bolivie et en particulier en Équateur, l'état plurinational approuvé dans leurs constitutions ne sont pas pris en compte. En revanche, ils ont approfondi les caractéristiques d'un état colonial, oligarchique et patriarcal. Dans ce contexte la transformation culturelle, ne s'est pas produite. Tant et si bien que le consumérisme a exacerbé l'individualisme contre les pratiques communautaires, qui devraient être la base des grandes transformations. Les propositions de bonnes conditions de vie ([Sumak kawsay](#) ou [qamaña somme](#) ou reko ñande) ont été transformées en simples instruments de propagande pour le pouvoir, ces régimes ont cherché également à discipliner leurs sociétés.

Avec ce «triste paradoxe» que nous ne devons jamais oublier, nous voyons aujourd'hui les pratiques répressives de ces gouvernements progressistes entrer en action. Certains personnages qui, une fois encore se sont battus contre les dictatures sont aujourd'hui ceux qui en paroles proclament des discours «socialistes» et «libertaires», mais qui dans les actes restreignent la liberté d'expression, répriment les autres mouvements sociaux et criminalisent la protestation populaire. En imposant l'extractivisme ils ont approfondi les violences structurelles, sociales et environnementales, avec comme conséquence, des gens qui se sentent trahis. Alors que le "progressisme" a d'abord apporté le progrès social, au fil du temps les gens ont été perdus dans le clientélisme et par les

logiques de privatisation progressive, comme pour la santé en Equateur.

Après une décennie progressiste (et plus dans certains pays), quand elle semble épuisée, il reste la tâche d'une transformation démocratique et culturelle ... Il ne fait aucun doute, le progressisme en Amérique du Sud, qui peut encore être présents pendant un certain temps sur la scène politique, est engagé dans une discussion à propos de son héritage, à savoir à propos de son passé. Il ne représente plus un avenir ou une alternative au changement du présent, et encore moins une option pour le futur.

Felipe Milanez : Comme est-il possible d'avancer une transformation post-extractive dans un scénario où les prix étant les plus bas, l'effort des gouvernements consiste à exporter encore plus de ressources naturelles?

Alberto Acosta : Le Brésil est un cas malheureusement paradigmatique en ce moment. Le pays avec des capacités plus élevées pour transformer ses structures de production et ses relations sociales -plutôt que de construire une économie indépendante de l'accumulation primaire par l'exportation- a échoué sur toute la ligne. Pendant les années du gouvernement de PT, il y a eu un processus de désindustrialisation et de retour aux industries primaires, comme dans d'autres pays de la région. Cela explique l'énorme fragilité régionale face aux aléas de l'économie internationale : le Brésil, les travailleurs du Brésil, avaient la possibilité de diriger un processus inclusif avec des bases de transformation profonde. Il ne l'a pas fait. Au contraire, il a réédité d'anciennes pratiques du sous-impérialisme traditionnel. Ainsi, les progressistes ceux du Brésil et d'autres pays ont échoué. Une telle situation implique certainement un revers et une consolidation du *sous-développement capitaliste* en vigueur aujourd'hui dans notre région, au-delà de toute propagande gouvernementale.

Il est indéniable que les problèmes économiques de la région sont liés à des situations internationales, telles que la baisse des prix des matières premières et de la remontée du dollar, dans un contexte global de conflits géopolitiques inhabituels. Toutefois, si

les pays avec des gouvernements progressistes avaient travaillé à un véritable processus de libération de leur dépendance envers l'étranger, si elles avaient entraîné une véritable intégration régionale, aujourd'hui, nous vivrions une autre situation. Avec l'extractivisme exacerbé, les modalités d'accumulation primitive par l'exportation et de fait les relations de soumission, rééditent les logiques et pratiques de l'ancien passé colonial. Et ce fut encore plus grave parce que dans ces pays, les problèmes économiques étaient déjà présents avant la chute des prix des matières premières. Autrement dit, la crise peut être expliquée par des facteurs externes, mais aussi internes : il n'y a eu aucune transformation productive et encore moins de capacité à s'affronter aux conditions capitalistes de nos pays. Nous pouvons penser que le grand système capitaliste mondial, dont nous sommes maintenant plus dépendants que jamais, est en crise, mais en même temps chaque capitalisme national vivait déjà ses propres complications.

Et sous l'argument d'une réponse «pragmatique» à la crise, les progressistes ont provoqué directement ou indirectement le retour du néolibéralisme. Le gouvernement néo-libéral à outrance de Macri en Argentine n'aurait pas été possible sans les néolibéraux et les avancées néolibérales et extractiviste du gouvernement Kirchner. Sans un urgent changement de tendance voilà l'avenir qui attend la région.

Le cas de mon pays, l'Equateur, est dramatique avec un mélange de tragédie et la comédie comme dirait Marx. Non seulement le gouvernement de Correa a fait face à cette crise en introduisant la recette de l'insécurité/flexibilité du travail, mais il est sur le point de signer un accord de libre-échange (ALE) avec l'UE, à savoir, il est prêt à accepter une sorte de constitution économique néolibérale, qui est celle d'un ALE. Aucun gouvernement précédent n'est allé dans ce sens.

Correa pousse à la privatisation ouverte (stations de gaz Petroecuador, par exemple) et secrète (santé et éducation, par exemple), et en plus livre des champs pétrolifères aux transnationales - *trahison de la patrie !* disait Correa lui-même en 2005 et 2006, avant de devenir président - consolide ce processus, approuve une loi sur les partenariats public-privé,

euphémisme de privatisation. Mais sans doute l'endettement agressif sans transparence est l'option corréiste la plus pratique pour faire face à la crise ... la dette à payer, la dette, comme dans la longue nuit néolibérale, et même l'aberration de la dette pour soutenir la liquidité, alors rappelez-vous que l'Equateur est un pays dollarisé qui ne peut pas émettre sa propre monnaie. Ainsi, pour placer des obligations sur le marché financier il est retourné au bercail du Fonds monétaire international (FMI) depuis 2014.

Chez nous est favorisé la capitalisation de la sécurité sociale et de l'élimination des fonds comme ceux des enseignants : manque seulement la privatisation ... Le bilan du corréisme est un enrichissement croissant de la grande bourgeoisie du pays, tels que la banque, qui a gagné comme jamais dans l'histoire, et qui aujourd'hui encore est de nouveau autorisée à facturer leurs services : Correa efface avec le coude ce qu'il a fait avec sa main au début de son administration. Les Oligopoles restent intacts. En 2006, les 300 plus grandes entreprises avaient un revenu équivalent à 45% du PIB ; l'an dernier, les mêmes 300 entreprises ont augmenté ce pourcentage à 76% ... En Equateur la crise doit aussi à Correa : il n'a pas été capable d'impulser une transformation productive et les relations sociales qui vont avec ... Et tout ce "retour au [Consensus de Washington](#)" est fait par l'intervention proprement dite de l'Etat, voilà pourquoi nous pouvons parler d'un «néolibéralisme transgénique.»

Felipe Milanez : Comment imaginer l'avenir après ces dernières années de mega extractivisme, comme cela peut arriver dans Xingu, avec la centrale hydroélectrique de Belo Monte, ou Yasuni, en Equateur?

Alberto Acosta : L'extractivisme massif explique, comme nous le disions, un approfondissement des structures politiques autoritaires. Et certes, cet extractivisme en expansion croissante, conjugué aux logiques productivistes et consuméristes dominantes - propres à la modernisation capitaliste - provoque une détérioration croissante de l'environnement, par l'urbanisation croissante et incontrôlée et l'expansion de la frontière de l'exploitation minière et pétrolière à laquelle s'ajoute la manne des monocultures.

Qu'est-ce qui se passe dans [Xingu](#) au Brésil, dans [le TIPNIS](#) ou [Yasuni](#) en Equateur. La liste des abus est sans fin. Les gouvernements progressistes ont généralement été des prédateurs développementalistes et donc de la nature. La même administration Correa en Equateur, qui a ouvert la porte à l'espoir avec l'Initiative Yasuni-ITT, pour laisser le pétrole dans le sous-sol amazonien a transformé l'espoir en un avenir sombre en succombant à la pression des intérêts pétroliers. Et ce gouvernement, le pays où le premier des droits de Nature a été constitutionnalisé, est devenu le plus grand extractiviste de l'histoire : l'expansion de la frontière pétrolière dans le Yasuni et au sud de l'Amazonie, ouvre la porte à une méga mine, elle favorise les monocultures et la production de bio ou agro carburants, tout en menaçant l'interdiction constitutionnelle qui empêche l'importation de semences transgéniques et donc les effets des cultures transgéniques.

Felipe Milanez : Quel est le rôle des élites locales dans le colonialisme interne des pays d'Amérique du Sud, et sa relation avec le système colonial capitaliste mondial ?

Alberto Acosta : Dès 1492, l'Espagne a envahi Abya Yala (Amérique) avec une stratégie de domination pour l'exploitation, l'Europe a imposé son imaginaire pour légitimer sa supériorité, les «civilisés», face à l'infériorité de l'autre, le «primitif ». À ce stade, ont émergé les colonialités du pouvoir, de la connaissance et de l'être. Ces colonialités sont présentes à ce jour. Elles ne sont pas une chose du passé. Elles expliquent l'organisation actuelle du monde dans son ensemble, ainsi que le point clé de l'ordre du jour de la modernité (qui, par essence, est capitaliste). Et cela explique pourquoi la conquête et la colonisation jouissent d'une bonne santé dans les gouvernements progressistes, puisque ces gouvernements n'ont pas cherché à surmonter le capitalisme, mais à le moderniser précisément.

Dans notre pays les modalités de l'accumulation extractive d'origine coloniale se sont maintenues tout au long de l'ère républicaine et toujours en fonction du système capitaliste mondial. Dans le noyau de base développementaliste, qui persiste encore dans le XXI^e siècle, le même tableau d'accumulation

coloniale se consolide depuis plus de cinq cents ans. Et donc le colonialisme s'est maintenu de manière inaltérable.

Les manifestations de cette réalité sont multiples. Une caractéristique des gouvernements progressistes a été leur approche de solutions technocratiques, essentiellement attachées aux visions des Nords dominants, soit les États-Unis, l'Europe et maintenant la Chine. Une telle situation est observée même dans les tentatives -pathétiques- d'imiter les propres processus de développement mis au point par le capitalisme développé, que le progressisme a cherché à atteindre. Aussi, nous vivons le mépris et même la persécution des peuples et des nationalités autochtones et leurs cultures.

Felipe Milanez : Qu'est-ce le «bien vivre» ?

Alberto Acosta : Le bien vivre est l'occasion d'imaginer d'autres mondes.

L'**extractivisme** n'est pas la voie d'un développement impossible (qui est un développement éminemment capitaliste), et encore moins le moyen d'obtenir de bonnes conditions de vie. La construction de bonnes conditions de vie, qui est l'objectif qui devrait inspirer le post-extractivisme, doit être assumée comme une alternative au développement. En outre, le bien vivre non seulement critique le développement, mais combat et lutte contre la logique du capital, ce qui différencie le bien vivre de la plupart des critiques classiques des théories et pratiques du développement -ce que nous avons vu au cours des dernières décennies qui se concluent régulièrement en proposant d'autres développements, sans remettre en cause son essence (développements réitérés, éminemment capitaliste, caractérisés pour étouffer la vie et tout ce qui a à voir avec la vie: l'être humain et la nature).

En effet, on ne peut critiquer le développement sans tomber dans sa répétition, sinon on parle d'une critique vide. En polémiquant avec les arguments et les concepts propres du développement on ne changera pas les fondements qui rendent possible son existence. Il est indispensable d'enlever au développement les conditions et les (non) raisons qui ont facilité sa diffusion de masse et son (inutile) persécution de presque toute l'humanité.

En dépit de ces questions fondamentales, le Bien Vivre - peut-être devrait-on parler de bonne convivialité - devra être construit / reconstruit à partir de la réalité actuelle du développement, en le surmontant de l'intérieur ; c'est-à-dire que nous allons le laisser traîner ses défauts, à condition qu'il y ait cohérence entre les actions et les objectifs proposés.

La contribution réelle à de bonnes conditions de vie réside dans les possibilités de dialogue, proposées. Il ouvre la porte à une immense zone de réflexions visant à subvertir l'ordre conceptuel qui prévaut. L'une de ses plus grandes contributions pourraient être dans la construction collective des ponts entre les connaissances anciennes et modernes ; sans transformer les anciens éléments en instruments du capital. Nous devons supposer, en tout temps, que la construction de la connaissance est le résultat d'un processus social. Pour parvenir à rien de mieux qu'un débat franc et respectueux ; débat qui est encore en suspens. La décolonisation, en particulier sur le plan culturel, est l'une des principales tâches.

Ce qui importe est de surmonter les distances entre les différents mondes qui existent dans notre région. Et bien sûr ailleurs. En bordure d'une route un concept apparaît, dans le processus de reconstruction (et récupération), qui est extrait de la sagesse antique, en regardant trop le passé. De l'autre côté du (même) chemin, le même concept, également dans la reconstruction et même la construction, se trouve en regardant le futur. Peut-être le dialogue consiste en ce que le passé regarde plus l'avenir (et le présent), l'avenir fournissant une vision moins béate du passé.

La tâche est difficile. Surmonter les visions dominantes et construire de nouvelles options de vie va prendre du temps. Nous devons apprendre en marchant, réapprendre et apprendre à apprendre en même temps. Cela nécessite beaucoup de persévérance, de détermination et d'humilité.

En bref, le bien vivre est présenté comme une occasion de construire collectivement un nouveau mode de vie, dont une partie consiste à tuer le concept de développement comme d'autres concepts de la modernité capitaliste, comme le suggère [Boaventura de Sousa Santos](#). Cela nécessite la démolition de

l'idée même de «progrès». Boaventura nous rappelle dans ses œuvres, à plusieurs reprises, *l'assassinat de connaissances méprisées* par le savoir occidental hégémonique, qui aujourd'hui prendraient force avec les propositions du Bien vivre. Il nous revient en conséquent de démonter les concepts de progrès dans leur dérive productiviste et de développement dans un sens unique, en particulier dans sa vision mécaniste de la croissance économique et fonctionnelle dans la logique capitaliste.

Il faut surmonter le concept dominant de développement, en même temps que les idées de la Modernité (capitaliste). C'est une étape qualitative importante. Cette proposition, à condition qu'elle soit activement assumée par la société à partir de la base et de la gauche, tandis que les propositions des peuples et nationalités seront entendues, ainsi que celles de larges segments des exploités et marginalisés. Ceci est une lutte permanente dans diverses parties du monde. C'est une lutte qui peut et doit être présentée avec force dans les débats qui ont lieu dans le monde, et qui est essentielle pour en arriver à la Grande Transformation.

Le bien Vivre accepte et soutient différentes façons de vivre, la valorisation de la diversité culturelle, le multiculturalisme, la diversité nationale et le pluralisme politique. Une diversité qui ne justifie pas ou ne tolère pas la destruction de la nature, ni l'exploitation des êtres humains, ou l'existence de groupes privilégiés au détriment du travail et de sacrifice des autres. En bref, une diversité qui est non seulement anti-néolibérale (comme les progressistes ont essayé d'être au début), mais surtout est anti et post-capitaliste.

Le bien vivre est pour tout le monde, ou il n'est pas!